

22 OCTOBRE 1895

401

185

E 2300 Paris 48

*Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département des Affaires étrangères, A. Lachenal*

RP

Paris, 22 octobre 1895

Au Ministère des Affaires étrangères on me dit qu'on n'a pas encore reçu la nouvelle de l'échange définitivement effectué des notes entre l'Allemagne, la France et la Russie d'une part, le Japon de l'autre, a l'effet de régler les conséquences de l'intervention des trois puissances au printemps dernier après la conclusion de la paix entre la Chine et le Japon. On considère un accroc comme impossible, le texte des notes respectives ayant été définitivement arrêté. Cet échange de notes aura pour effet 1° de déterminer les délais d'évacuation de la Mandchourie par les Japonais; 2° de fixer l'indemnité complémentaire à allouer au Japon pour l'abandon de toute acquisition territoriale sur le continent asiatique et notamment sur la presqu'île de Liao-Tong; 3° de liquider dans la mesure du possible la question des immixtions japonaises en Corée. En d'autres termes, le Ministère des Affaires étrangères de France voit dans cet échange des notes imminent sinon déjà effectué, le résultat palpable et définitif de l'action commune des 3 puissances, résultat attendu depuis 4 mois et qu'on est heureux de voir enfin se produire.

A l'ambassade d'Allemagne à Paris, sans entrer dans autant de détails, on se montre rassuré du côté de l'Extrême-Orient asiatique et l'on ne s'attend pas pour un avenir prochain, à des difficultés sérieuses de ce côté-là.

En ce qui concerne les affaires d'Arménie, l'acceptation par le Sultan des conditions formulées par l'Angleterre, la France et la Russie, est un grand pas. Un pas encore plus grand, au point de vue du diagnostic pacifique, est le fait que les 3 pays ont pu marcher complètement d'accord dans leurs représentations auprès de la Porte; l'Ambassadeur d'Angleterre, Lord Dufferin, m'a dit que la France avait dans les dernières semaines joué le rôle de courtier amical entre Londres et Pétersbourg et avait utilement contribué à cet heureux résultat. Mais à côté de la diplomatie il y a les forces populaires ou les haines religieuses. La question est moins de savoir aujourd'hui si les Arméniens ont payé des Turcs pour faire des massacres que de savoir si l'islamisme est profondément travaillé, si les ultramontains de l'Islam ne s'agitent pas, si cette agitation ne remontera pas jusqu'à une tentative de renversement du Sultan. Tout cela sont des questions de fait qui me paraissent préoccuper ici le Ministère des Affaires étrangères. L'Ambassadeur d'Angleterre m'a dit que jusqu'ici Lord Salisbury avait depuis son arrivée aux affaires vécu dans une complète retraite à sa campagne de Dieppe où il ne s'était fait suivre d'aucun fonctionnaire du Ministère des Affaires étrangères et où sa fille chiffrait et déchiffrait pour lui les télégrammes. Il lui est donc impossible de savoir lui-même ce que Lord Salisbury pense de la plupart des questions pendantes telles que le Mékong et les nombreux litiges africains; mais il a ajouté que sur la question arménienne seule le Premier minis-

tre anglais avait envoyé des télégrammes «dont la précision et la raideur ne laissaient rien à désirer».

Dans la tournée que j'ai faite à ma rentrée à Paris chez les ambassadeurs des grandes puissances, j'ai trouvé tout le monde dans les dispositions les plus pacifiques. Toutefois l'Ambassadeur d'Allemagne se demande si la Russie éblouie par la popularité dont elle jouit en France ne va pas risquer d'amener tout doucement cet hiver sur le tapis, la question du passage des détroits, en offrant comme amorce à la France son appui pour amener les Anglais à évacuer l'Égypte. Il n'y a eu encore à cet égard aucun échange de vues verbal et encore moins écrit, mais c'est le point noir possible.

L'Ambassadeur d'Italie seul se montre défiant; il rappelle que tant que l'Italie n'a pas eu Rome, elle a été enchantée des difficultés et des complications survenant en Europe et le Comte Torinelli en conclut que tant que la France n'aura pas l'Alsace-Lorraine, elle soufflera sur le feu, en sorte qu'il faut en tout temps s'attendre au pire. Je répète que partout ailleurs j'ai rencontré la note inverse et notamment l'impression que dans les derniers mois la France a plutôt joué un rôle d'intermédiaire conciliant.